

Accord national interprofessionnel
RETRAITE DES SALARIÉS NON CADRES
(Accord du 8 décembre 1961)
(15 mars 1988)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)
(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,
Journal officiel du 30 juin 1988)

AVENANT N° 133 DU 16 MARS 2015
MODIFIANT L'ARTICLE 32 DE L'ANNEXE A
NOR : ASET1550428M

Entre :

Le MEDEF ;

La CGPME ;

L'UPA,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La CFTC ;

La CGT-FO ;

La CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 32 de l'annexe A à l'accord du 8 décembre 1961 est modifié comme suit :

Dans le titre I^{er} intitulé « Liquidation sous réserve de cessation d'activité », le début du deuxième alinéa est modifié comme suit : « cesse toute activité salariée ou non salariée (hormis certaines situations particulières prises en compte par la commission paritaire) et, ... ».

Le reste de l'alinéa est inchangé.

Le dernier alinéa du titre I^{er} est complété *in fine* par les termes « ou non salariée ».

Dans le titre II intitulé « Cumul emploi-retraite », le A, relatif au cumul réglementé, est inchangé.

Dans le B du titre II, relatif au cumul sans condition tenant aux ressources, il est ajouté un deuxième alinéa libellé comme suit :

« Les pensions et allocations dont l'âge d'ouverture du droit, le cas échéant sans coefficient d'anticipation, est supérieur à celui prévu à l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale ne sont

pas retenues pour apprécier la condition de liquidation de l'ensemble des pensions et allocations de retraites personnelles. »

Dans le C relatif aux cotisations sans contrepartie de droits, le début de l'alinéa unique est désormais libellé comme suit :

« En cas de reprise d'activité professionnelle après liquidation d'une retraite personnelle de base d'un régime légalement obligatoire et/ou au titre du présent accord, sauf en cas de retraite progressive... » (le reste de l'alinéa est inchangé).

Le reste de l'article est inchangé.

Article 2

A l'exception des dispositions complétant le B du titre II, les dispositions du présent avenant s'appliquent aux participants dont la première retraite prend effet à compter du 1^{er} janvier 2015.

Fait à Paris, le 16 mars 2015.

(Suivent les signatures.)